

Moyen-Orient : il n'y a pas que le pétrole.¹

Du militaire au business. Une première évaluation de la quantité de minerais « riches » soit disant découverts en Afghanistan est prévue le 20 juillet à Kaboul. Une conférence internationale évaluera les conditions d'exploration et d'exploitation de ces trésors. « Les partenaires présents en Afghanistan, œuvrent, aux côtés du gouvernement afghan, à la mise en valeur des potentialités humaines et économiques de ce pays », ont gentiment énoncé les puissances occupantes.

C'est Washington qui a annoncé que le sous-sol afghan renferme des réserves minérales gigantesques. Cela, au moment où les forces de l'Otan démontrent leur incapacité à gagner la guerre engagée contre les talibans.

Au moins peut-on parler d'une bonne nouvelle pour le peuple afghan ? Le pays détiendrait des réserves gigantesques de cuivre, or, fer, lithium, cobalt... Selon le New York Times, citant des géologues américains, il y en aurait pour mille milliards de dollars au bas mot. Quant au Pentagone, il parle de l'Afghanistan comme de « l'Arabie saoudite du lithium », un composant essentiel des batteries rechargeables.

En réalité, l'information n'est pas nouvelle. Selon le mensuel américain Foreign Policy, le gouvernement américain était depuis 2007 en possession d'un rapport réalisé sous l'égide de l'U.S. Geological Survey, fondé lui-même sur des recherches faites à partir de cartes géologiques établies par des experts russes lors de l'intervention soviétique en Afghanistan. Ces cartes auraient été cachées après la victoire des talibans en 1996 pour resurgir quatorze ans plus tard.

Situation bloquée

Ce sont là des révélations qui viennent à point, au moment où les capitales engagées dans le conflit doutent ou se préparent à se retirer. Le 11 juin, à l'OTAN, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, et le général Stanley McChrystal, commandant des 122 000 hommes de troupes étrangères déployées en Afghanistan, ont reconnu « la précarité de l'action de l'Alliance » et exprimé « l'espoir de pouvoir faire état de progrès concrets dans les six mois cruciaux qui s'annoncent ». Quant au secrétaire général de l'Otan, le Danois Anders Fogh Rasmussen, il a reconnu la « résistance farouche » opposée par les talibans dans leurs bastions provinciaux du Helmand et de Kandahar. Une situation qui amène les forces de la coalition, comme l'a indiqué le général Ben Hodges, responsable des troupes américaines dans le sud de l'Afghanistan, à repousser l'offensive contre l'insurrection islamique dans la province de Kandahar annoncée à grand bruit médiatique de « deux ou trois mois ».

On se souvient pourtant qu'un des premiers gestes du président Obama avait été de décider l'envoi, fin 2009, de 30 000 hommes supplémentaires en promettant que seraient ainsi remplies les conditions d'un début de désengagement des marines dès la mi-2011. Mais comme l'a reconnu le secrétaire à la Défense, le soutien, déjà minimal, des opinions publiques aux États-Unis et dans les autres pays de l'Otan, n'en finit pas de s'évaporer. Ainsi, le premier ministre conservateur britannique, David Cameron, un fidèle allié de Washington, a déjà dû officiellement exclure l'envoi de troupes en sus des 9 500 soldats déjà déployés.

Jeu diplomatique

Au bout du compte, les soudaines « révélations » sur les minerais risquent de relancer bien des appétits pour le contrôle de l'Afghanistan. Avant tout ceux des multinationales déjà bien présentes sur le terrain.

« A Kaboul, l'article du New York Times a été chaudement accueilli. La confirmation de cette richesse potentielle va conforter l'optimisme de ceux qui sont convaincus que l'Afghanistan a les moyens de s'affranchir d'une dé-

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – juin 2010.

pendance financière vis-à-vis des bailleurs internationaux jugée humiliante. La communauté internationale, elle-même, est pressée de voir l'Afghanistan se prendre davantage en charge. De ce point de vue, l'article du New York Times tombe opportunément, à quelques semaines d'une nouvelle conférence à Kaboul, le 20 juillet, destinée à réactualiser l'engagement international vis-à-vis de l'Afghanistan alors que monte un désenchantement général sur l'issue de la guerre. « Cela va rassurer sur la solvabilité future de l'Afghanistan », se félicite un diplomate européen en poste à Kaboul. Simultanément, de nombreuses voix s'élèvent pour s'alarmer des risques que comporte la confirmation de cette richesse afghane. Au premier rang de ces inquiétudes figure la crainte d'une exacerbation du « Grand jeu » diplomatique international autour de l'Afghanistan. « Ce sera pour nous un grave problème, il va y avoir un choc entre les Etats-Unis, l'Iran, la Chine, le Pakistan, l'Inde et la Russie pour mettre la main sur nos ressources », met en garde Waheed Mujda, un ex-diplomate ayant travaillé sous le régime des talibans² ».

Reste que politiquement, la situation ne cesse de se tendre et la défiance de monter. Lors d'une récente visite à Washington, le président Hamid Karzai a montré que le fossé se creuse entre le parrain américain et le pouvoir de Kaboul.

Karzai, de l'avis de nombreux observateurs, est le vainqueur d'élections douteuses. Mais la dite « communauté internationale » a choisi de s'en accommoder. Comme elle « fait avec » la corruption et le népotisme avérés du régime. Mais la puissante armée américaine s'enlise, les talibans reprennent du terrain – ils mettent même en place des administrations parallèles dans les provinces du pays – et, surtout, l'administration afghane est désavouée par une population lasse des « dommages collatéraux », soit des victimes civiles de ce conflit qui les dépasse.

Le pari taliban

Et sur le plan économique et social ? Une grande partie des Afghans sombrent dans la pauvreté alors que les clans liés aux seigneurs de guerre, les vainqueurs des soviétiques, s'enrichit du trafic du pavot.

Les pays donateurs, au lieu de s'occuper, en priorité, des aides de première nécessité destinées au peuple afghan, prennent, d'abord, en considération les aides militaires. Des milliers d'Afghans sont, à l'heure actuelle, privés d'aides et souffrent de la pénurie des denrées alimentaires et de l'absence de logements et du froid. Cela a pour conséquence d'aggraver la situation économique des Afghans et les encouragent à rejoindre les Talibans. Voici quelques mois encore, plusieurs millions d'Afghans étaient en proie à la famine.

Et Hamid Karzai, le tricheur, est toujours là. Faute d'alternative pour les capitales occidentales. D'où un gros dilemme pour les États-Unis et leurs alliés. Obama a dit à ses conseillers de modérer leurs critiques contre le président afghan. Et de trouver un compromis avec les islamistes ? Pour la députée à l'Assemblée nationale afghane, Fawzia Kofi, la politique de la main tendue aux talibans est inquiétante.

« Ils sont pour l'essentiel issus de régions contrôlées ou influencées par les insurgés talibans. Le peuple a été laissé de côté. Nous devons rechercher la paix. Mais la paix doit se combiner avec la justice. Il y a des valeurs sur lesquelles on a investi ces dernières années en Afghanistan, la démocratie, les droits de l'homme et les droits de femmes. Malheureusement, il y a un durcissement du climat à mesure que la rébellion des talibans s'étend. L'environnement politique et idéologique est beaucoup plus difficile qu'il y a quelques années, en particulier pour les droits des femmes. Le gouvernement ne semble pas montrer l'engagement nécessaire pour protéger les droits acquis depuis 2001. Mais, heureusement, la société afghane a changé, s'est transformée, évolue vers plus de modernité. Ce n'est plus l'Afghanistan que contrôlaient les talibans entre 1996 et 2001. C'est ce qui me donne de l'espoir³ ».

² « La révélation de richesses minières en Afghanistan suscite espoirs et convoitises ». Le Monde du 16 juin 2010.

³ « Afghanistan : 'Oui à la paix mais sans sacrifier la justice' ». Le Monde du 4 juin 2010.

Les mafias menacent l'ordre mondial

Le crime organisé est devenu une force à l'échelle mondiale, a déclaré à l'ONU, à New York, Antonio Maria Costa, directeur exécutif de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) basé à Vienne. Ce rapport estime notamment que l'Europe est le plus gros marché régional en valeur pour l'héroïne (20 milliards de dollars) et la Russie en est le premier pays consommateur au monde (70 tonnes). « Les stupéfiants tuent entre 30 000 et 40 000 jeunes Russes par an, soit le double du nombre de soldats de l'Armée rouge tués pendant l'invasion de l'Afghanistan dans les années 1980 », indique le rapporteur.